

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du Mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1906, tome 8, p. 60-63

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Revue du Mois

On s'était tellement habitué à croire au sommeil léthargique des Catholiques français qu'on a été surpris, même à Rome, de la résistance qu'ils viennent d'opposer à la première application de la loi qui sépare l'Eglise de l'Etat. En maint endroit, il a fallu mobiliser la troupe, faire marcher la gendarmerie et demander le concours de crocheteurs de profession. De toute part on a vu le clergé et les fidèles attendre de pied ferme les envoyés du gouvernement et protester, en termes énergiques, contre l'inventaire des biens qui, dans l'esprit du plus grand nombre, n'était qu'un premier pas dans la voie de la spoliation. Cette attitude a été diversement interprétée, aussi bien par les amis que par les ennemis de l'Eglise. C'est trop tard, disent les uns, on va trop loin, disent les autres ; ne touchez pas à la loi, pensent les plus libéraux, il faut bien la subir puisque vous l'avez laissé voter ! Et ainsi de suite. Ce qu'il y a de plus clair dans tout cela, c'est que ça ne va pas tout seul et que la guerre religieuse est déchaînée en France et que cent ans après la proclamation des droits de l'homme tout est à recommencer ; car, ce que personne ne peut nier de bonne foi, c'est que les droits de l'homme c'est à dire du catholique sont ouvertement méconnus et violés. On entre chez lui par la force, on fait main basse sur tout ce qui lui appartient et on le chasse de chez lui ; et puis on s'étonne qu'il résiste et qu'il proteste. Sans doute, c'est la loi, mais cette loi elle-même qu'est-elle ? Conçue en haine de la religion, votée sous la pression la plus flagrante, appliquée avant la publication du règlement qui devait l'accompagner, elle a tous les caractères d'une mesure vexatoire qui trouve des exemples dans l'histoire, mais qui n'en est pas moins odieuse pour cela. Au lieu d'appeler cela une séparation, il faudrait dire une persécution. Aveugle qui ne le voit pas.

Et c'est dans ces moments de crise que la France catholique voit mourir, l'un après l'autre, ses défenseurs naturels, ceux qui ont pour mission de diriger les âmes dans la voie du salut. La mort récente du cardinal Perraud met à 18 le nombre des évêchés vacants ; mais la disparition de l'éminent évêque d'Autun est également un deuil pour l'Académie française qui le comptait au nombre de ses membres les plus illustres. Il appartenait à la Congrégation de l'Oratoire, restaurée dans le cours du siècle dernier, par le savant Père Gratry dont il était l'ami. Figure austère mais cœur admirable, parole éloquente, intelligence

d'élite, voilà, en quelques mots, le portait de cet homme qui disparaît au lendemain d'une visite chez les Petites Sœurs des Pauvres et qui, dans ses dernières volontés, a exprimé le désir d'être enterré au pied de l'autel du Sacré-Cœur, dans la mystérieuse chapelle de Paray-le-Monial. Malgré sa science profonde, il conserva jusque dans sa vieillesse la foi d'un séminariste ; et les élèves du Séminaire français de Rome, où l'illustre prélat aimait à venir se retremper, au moment de ses voyages « ad limina », se souviendront toujours des exemples qu'il leur donnait et des paroles qu'il leur adressait. Il fut, dans toute l'acception du mot, un grand évêque, et les regrets qui l'ont accompagné à sa dernière demeure ont été d'autant plus émus, d'autant plus sincères qu'on se demande tout naturellement qui va le remplacer. Et cette question se pose pour tous les diocèses français qui attendent un chef ; dans les temps difficiles que nous traversons, un évêque ne devrait être qu'un apôtre et un saint et avoir tout à la foi une bouche d'or et un cœur de feu. La France, grâce à Dieu, possède encore de ces hommes-là et nous ne doutons pas que Pie X, à qui revient la charge redoutable de nommer ses collaborateurs, ne sache les trouver. Directement désignés par le Pape, les nouveaux évêques n'auront plus à souffrir des soupçons, quelquefois justifiés, qui s'attachaient à certaines nominations et que l'intervention des pouvoirs publics excusaient suffisamment. Un évêque nommé par le Souverain Pontife offrira toujours plus de garanties qu'un autre désigné par M. Dumay.

Heureusement qu'au milieu de l'état lamentable où la question religieuse a jeté la France, les difficultés avec l'étranger semblent être momentanément écartées. Au moment où nous écrivons, les plénipotentiaires sont encore réunis à Algésiras ; ils abordent pour le quart d'heure la question délicate de la police du Maroc. L'Allemagne — et c'était à prévoir — voudrait exercer, à sa guise, le droit du seigneur dans ce pays qui lui semble favorable et d'où elle pourrait exercer une surveillance sur les rives de la Méditerranée, en attendant qu'elle puisse tenter, avec une flotte bien organisée, un coup plus décisif encore. Guillaume II ne cache pas ses sentiments là-dessus, et tout en faisant le point dans sa poche devant les caresses que maman Albion fait à la gracieuse Marianne, il rêve d'un avenir maritime qui doublerait son prestige et accorderait de nouveaux débouchés à son peuple débordant de tous côtés. « Unser Zukunft liegt auf dem Wasser » ; cette parole n'est pas de lui, mais en 1900, à l'Exposition de Paris, elle se lisait au fronton du pavillon de l'Allemagne, et tout le monde a pu la méditer. Les autres ont pu l'oublier, l'empereur y pense toujours.

Pour donner le change, on prétend qu'il aurait bien voulu se rencontrer à Copenhague, aux funérailles du roi Christian, le doyen des

monarques d'Europe, avec l'oncle Edouard d'Angleterre ; on se serait embrassé, voire même à différentes reprises, et la galerie aurait pleuré, mais, pour des raisons que nous ignorons et que nous pouvons tout au plus supposer charitablement, l'oncle d'Angleterre est resté chez lui pour éviter d'inutiles attendrissements. Sa nature n'est pourtant pas très froide, dit-on, et s'il s'est abstenu de suivre son illustre parent au lieu de son dernier repos, c'est qu'il redoutait quelque manifestation de son impérial neveu ; que d'autres aient à se plaindre de leurs gendres, c'est leur affaire, mais un neveu de cette trempe, on le supporte, mais on ne le provoque pas.

Ces dernières semaines ont été marquées par des changements de ministères, des renouvellements de chambres, des mouvements diplomatiques de toute sorte. C'est que le printemps approche et les gouvernements, comme la nature, aiment à se parer de fleurs nouvelles. Pour les juger, attendons le moment des fruits. On ne dit pas trop de mal du nouveau ministère italien ; de nuance très variée, il est capable de faire beaucoup de bien, mais aussi beaucoup de mal. Quant au parlement anglais, il est en général si calme, si froid et si pondéré que les surprises ne sont guère probables de ce côté-là, à moins toutefois qu'il ait maille à partie avec les prétentions berlinoises dont nous parlions à l'instant et qui l'obligeraient à se rapprocher encore davantage de la France dont les bons sentiments se sont accentués tout récemment, entre la poire et le fromage, aux banquets offerts par la municipalité parisienne à leurs collègues du County-Council de Londres.

Et maintenant, muses de la politique, pleurez. Le président Loubet n'est plus : il a tout quitté, porte-feuille, tablier et Elysée, pour céder la place à l'élu du Congrès de Versailles. Cela s'est fait sans tambour, ni trompette, la cérémonie n'a été troublée que par les cris de Vive la Liberté, qu'on poussait dans quelque église voisine, au moment où les agents de M. Lépine faisaient sauter les coffres-forts. Nous l'avons déjà dit et jusqu'à nouvel ordre nous ne saurions changer d'avis, la politique du nouveau président ne sera guère qu'une copie de celle de l'autre. M. Fallières, comme son prédécesseur, aime les sports, les voyages et les changements d'air ; il aime sans doute la paix, mais il ne saura peut-être pas la défendre : de la manière dont il s'est présenté à ses électeurs, il a fait voir, du premier coup, qu'il n'était pas fâché d'être à la première place, et nous aurions tort de ne pas lui souhaiter de voir « les années de Loubet », c'est à dire tout ce qui est normalement accordé au premier magistrat de la R. F.

Le plus jeune des monarques — Alphonse XIII — a fini par trouver l'épouse de son choix. L'étincelle a jailli, sur les côtes de la Méditerranée, du cœur de la princesse Ena de Battenberg, et a mis en émoi

le cœur du royal Chauffeur. Le mariage est fixé au 2 Juin de cette année. Cette union, qu'on peut appeler un mariage d'inclination, rapprochera deux peuples qui ne parlent pas la même langue et ne professent pas la même religion ; mais de nos jours ce n'est plus un obstacle. . . . ou du moins quand cet obstacle existe, on le fait disparaître. On nous annonce en effet, qu'on a trouvé une heureuse « combinazion ». Ena se fera reconnaître officiellement sujette espagnole avant de faire son abjuration, et Alphonse conduira à l'autel, une reine digne de lui et de ses aïeux. Nous aurions bien mauvaise grâce de ne pas faire des vœux pour le bonheur des futurs Souverains d'Espagne : il y a tant de crânerie chez le fiancé, tant de charmes chez la fiancée qu'il faudrait être de marbre ou de parchemin, pour ne pas applaudir à cet hymen, qui obligerait Louis XIV à dire, non pas : il n'y a plus de Pyrénées, mais il n'y a plus de Méditerranée.

Et pendant ce temps nous assistons nous-mêmes à la réalisation d'un grand et beau rêve. Le Simplon percé, va réunir dans une fraternelle étreinte, les habitants du lac Majeur, à nos amis du lac Léman : plus de Pyrénées, mon cher, plus de Méditerranée, bientôt plus d'Alpes, ah, Charette ! L'année prochaine nous irons faire nos déjeuners de sociétés à l'Albergo Reale de la via Cavour à Milano. . . . Que la rédaction des « Echos », prenne note de la chose : nous emmènerons les rédacteurs de la Gazette, du Nouvelliste, et . . . les autres. A quoi bon s'embrasser entre peuples, quand entre frères, on se donne des coups?

L. W.